

l'équilibre des forces classiques dans "la zone de l'OTAN", c'est-à-dire, pour ce qui concerne l'Occident, les pays européens de l'OTAN sans compter la France ni l'Espagne, et pour ce qui intéresse l'Est, tous les pays du Pacte de Varsovie (voir le tableau 3).

Encore une fois, ces chiffres sont tirés de l'ouvrage *The Military Balance 1986-87*. Toutefois, ce dernier inclut aussi dans les calculs de nombreuses divisions de renfort, qui sont déjà dotées en effectifs ou qui le seront sans doute par des réservistes en cas de crise. Lorsqu'on ajoute les forces en service actif aux renforts, on obtient les totaux suivants : OTAN : 143; Pacte de Varsovie : 181.

Ces totaux sont relativement proches des chiffres donnés pour la zone allant "de l'Atlantique à l'Oural", dans le premier tableau du présent Exposé. Ce ne sont pas exactement les mêmes parce qu'ils n'ont pas été calculés de la même manière. Le premier tableau comprend davantage de forces de l'OTAN, telles que les divisions françaises basées sur le sol national en France. En outre, les divisions de renfort ont aussi été réparties en deux groupes, et celles qui sont déjà dotées en effectifs figurent au nombre des divisions actives. Cela montre bien la difficulté qu'il y a à compter les forces militaires d'une manière exacte et réaliste.

## DERRIÈRE LES CHIFFRES

Les nombres ne disent pas tout. On essaie, par eux, de faire connaître la quantité des forces militaires classiques déjà présentes dans diverses parties de l'Europe, ou celles qui pourraient être mobilisées en cas de crise et envoyées sur le théâtre européen. Ils ne nous permettent pas de savoir d'avance lequel des deux camps disposerait des forces classiques les plus nombreuses sur tel ou tel champ de bataille si les hostilités se déclenchaient la semaine prochaine ou, disons, dans un an.

L'analyse de l'équilibre qui existerait entre les forces classiques de l'Est et de l'Ouest, dans l'éventualité de conflits, n'est pas uniquement affaire de chiffres. Il faut aussi prendre en compte l'endroit où auraient lieu les combats, le processus décisionnel politique, la chronologie des opérations, les types d'actions militaires choisies, et ainsi de suite. Les stratèges militaires et les spécialistes de la limitation des armements le savent très bien et ils utilisent toute une série de modèles pour examiner la situation, ce qui leur permet de changer d'hypothèses et de voir quels effets cela produit. En outre, ils élaborent divers scénarios au sujet d'un conflit classique en Europe et ils en étudient l'issue pour voir lequel des deux camps obtiendrait l'avantage. Un scénario est comme l'intrigue d'un roman ou d'une pièce de théâtre : il montre ce qui pourrait en toute vraisemblance arriver en cas de crise ou de guerre, en fonction du développement de la situation.

Les stratèges militaires doivent analyser plusieurs grandes questions au sujet des conflits possibles de l'avenir. Tout d'abord, de quel délai d'alerte dispose-t-on et où les hostilités commenceraient-elles ? La crise pourrait se développer sur le Front central, mais rien ne l'empêcherait d'éclater dans le Caucase, sur la frontière entre l'Union soviétique et la Turquie, ou encore dans les Balkans par suite d'un soulèvement en Yougoslavie ou d'un conflit entre la Grèce et la Bulgarie. Les premiers mouvements militaires de guerre pourraient avoir lieu en Scandinavie si les Soviétiques

essayaient de s'emparer de la Norvège septentrionale, ce qui détournerait l'attention de l'OTAN vers le complexe équilibre militaire mer-air-terre existant dans le Nord. Il pourrait aussi y avoir une nouvelle crise à Berlin, ce qui aurait pour conséquence de propager le malaise et les soulèvements civils en Europe de l'Est, ou encore une nouvelle guerre au Proche-Orient, dans laquelle les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie seraient entraînés pour une raison ou pour une autre. Les possibilités sont nombreuses, et chacune déterminerait à sa manière le lieu où les combats feraient rage aux premiers stades du conflit.

Deuxième question importante : qui prendrait part au combat une fois la bataille amorcée ? On part généralement du principe que tous les pays de l'OTAN et tous ceux du Pacte de Varsovie engageraient leurs forces armées dès qu'une grande guerre éclaterait, mais on exprime parfois des doutes au sujet de certains pays. Par exemple, dans son dernier roman intitulé *Red Storm Rising* (un scénario excellent et saisissant), John Clancy présume que la Grèce s'abstiendrait de participer à la guerre. Comme la France a publiquement fait savoir qu'elle entendait bien prendre elle-même la décision de déclarer la guerre ou non dans l'éventualité d'un conflit, certains experts pensent qu'elle resterait à l'écart. On se demande souvent si l'Union soviétique pourrait compter sur ses alliés est-européens : les armées polonaises et tchécoslovaques, par exemple, se battraient-elles contre les forces de l'OTAN si le conflit avait été causé par quelque grand bouleversement intérieur qui aurait entraîné le quasi-effondrement des pouvoirs publics et la guerre civile dans certaines parties de l'Europe de l'Est ?

En outre, il n'est pas certain qu'une guerre entre l'Est et l'Ouest, si elle venait à éclater en Europe, s'étendrait nécessairement à tout le continent. Elle pourrait être localisée, par exemple sur le Front central ou dans les Balkans. La plupart des pays alliés enverraient probablement des renforts, mais l'équilibre militaire qui compterait le plus serait celui qui existerait entre les forces présentes dans cette région ou y ayant été assignées. Par contre, la guerre pourrait connaître une escalade rapide avant que des forces classiques considérables entrent en action, car l'un des deux côtés pourrait avoir recours aux armes nucléaires presque immédiatement.

Une autre question importante consiste à savoir dans quelle mesure le processus décisionnel fonctionnerait parmi les alliés de part et d'autre. L'Alliance occidentale regroupe des États indépendants et démocratiques qui ne voient pas toujours du même oeil les dangers auxquels ils pourraient être exposés. Le processus de consultation politique au quartier général de l'OTAN ou dans les capitales alliées serait-il suffisamment rapide et sûr pour permettre au commandement de l'OTAN de réagir efficacement si les circonstances l'exigeaient ? À l'Est également, certains dirigeants pourraient avoir des hésitations ou des objections qui influeraient beaucoup sur le déroulement de la guerre.

Les opinions divergentes existant sur l'état de préparation des forces régulières et des réserves compliquent elles aussi les calculs sur l'équilibre des forces classiques. Par exemple, les experts sont loin d'être d'accord au sujet de l'état de nombreuses divisions du Pacte de Varsovie. Celles-ci sont normalement classées entre les catégories I, II, III, en fonction de leur état de préparation, et l'une des questions clefs qui se posent consiste à savoir combien de temps il